



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3520>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1177 - juillet 2016 -

Date de mise en ligne : mercredi 2 novembre 2016

Date de parution : juillet 2016

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Défense de lancer une alerte !

Plusieurs centaines d'accords permettant l'exil fiscal ("tax rulings" ce qu'on traduit en français par rescrits fiscaux) de près de 400 entreprises multinationales (dont Apple, Amazone, Ikea et même la Deutsche Bank) ont été conclus par des cabinets d'audit avec le fisc du Luxembourg. Ce scandale, désigné depuis sous le terme de Luxleaks, a été révélé fin 2014.

Que croyez-vous qu'il en résulta ? - Ce sont les lanceurs d'alerte, les journalistes enquêteurs, qui ont été poursuivis. Ils viennent d'être condamnés par la justice du Grand Duché à de la prison avec sursis et à de lourdes amendes pour "violation de secrets d'affaires" ! Par contre, les multinationales n'ont pas été accusées d'évasion fiscale parce que les dispositifs qu'elles ont employés sont considérés comme légaux... Leur légalité ne pourrait être remise en cause qu'au prétexte qu'ils entraînent des distorsions entre les entreprises !

Pas si rose que ça !

Cela avait pourtant bien commencé : à l'issue de l'examen annuel de l'économie des États-Unis auquel venait de procéder le FMI, sa directrice, C. Lagarde, affirmait le 22 juin dernier : « L'économie des États-Unis est dans l'ensemble en bonne forme ». ... Mais elle a insisté ensuite sur les défis importants auxquels les États-Unis seraient confrontés à long terme : chute de la « participation à l'emploi » [1], le ralentissement de la croissance de la productivité, la polarisation grandissante des revenus et la pauvreté. Elle avertit : « Si on ne s'occupe pas de "ces quatre p", ils vont corroder les bases de la croissance et freiner les gains de niveau de vie aux États-Unis », d'autant plus que ces facteurs s'ajoutent « à des tendances pernicieuses à long terme qui ont affecté les revenu ».

Dans ce pays, la part des revenus fournie par le travail s'est en effet réduite de 5% depuis 15 ans et la taille de la classe moyenne n'a jamais été aussi faible en 30 ans. Constatant que « la distribution de la richesse et des revenus est de plus en plus polarisée et que la pauvreté a augmenté (46,7 millions de personnes y vivent dans la pauvreté bien que 40% d'entre eux travaillent !) », le rapport du FMI insiste sur « la nécessité urgente à s'attaquer à la pauvreté » et préconise pour cela de mieux cibler les crédits d'impôts et de relever le salaire minimum fédéral (7,25 dollars l'heure actuellement). Il souligne aussi que les États-Unis doivent augmenter considérablement leurs dépenses d'infrastructures dont la qualité se dégrade dangereusement et que « de nouveaux investissements sont requis de manière urgente, particulièrement en ce qui concerne les transports en surface ». Selon la Société américaine des ingénieurs civils, il faudrait 900 milliards de dollars pour remettre à niveau les infrastructures existantes et, d'après le Conseil Économique National, le total des coûts cachés occasionnés par le sous-investissement chronique dans les infrastructures s'élèverait à quelque 160 milliards de dollars. La situation est d'autant plus urgente que le fonds destiné aux infrastructures sera épuisé fin août.

Dix ans de croissance

« Quatre des cinq plus grandes banques du monde sont chinoises » [2]. En 2006, les quatre plus grandes banques chinoises représentaient 4% du total des bénéficiaires des 1.000 premières banques mondiales. Dix ans plus tard, la part de profit de ces quatre banques s'élève à 32% de ce total. La première d'entre elles, la Banque industrielle et commerciale de Chine dispose de 247 milliards d'euros de fonds propres. Les banques chinoises font mieux que leurs concurrentes américaines et laissent bien loin derrière elles les banques européennes.

Notons que l'État chinois garde une large majorité dans le capital de ces quatre banques, ce qui lui permet d'injecter de l'argent où il veut dans l'économie et de financer les gros investissements.

L'idée de monnaie hélicoptère prend de la hauteur

18 députés européens (socialistes démocrates, Verts, Gauche unie européenne et gauche verte du Nord), issus de 11 pays, viennent de signer une lettre ouverte au Président de la Banque Centrale Européenne, pour lui montrer la nécessité d'envisager la "quantitative easing for people"(QEP), la "monnaie hélicoptère" (créée par la Banque Centrale pour être directement distribuée aux gens. Rappelons que depuis mars 2015, la BCE a créé 60 milliards d'euros chaque mois, non pas pour permettre aux gens de mieux vivre, mais pour racheter des obligations "souveraines" (d'États) émises pour aider des institutions privées.

La "fracture numérique" n'est pas près d'être refermée

Le ticket de métro parisien va disparaître, le passe "Navigo" sera dématérialisé, rebaptisé "smart Navigo" et le forfait de transport pourra être payé par téléphone. Les voyageurs occasionnels devront charger une somme d'argent sur un passe "Navigo" anonyme et seront débités à chaque passage comme avec un billet magnétique.

Orange et l'État ont décidé que toute la téléphonie allait être mise sur internet (logiquement sur fibre optique). Dans un premier temps, aucune ligne téléphonique classique ne sera ouverte après 2018. À titre expérimental la téléphonie classique sera arrêtée dans 14 communes du Finistère, dès l'an prochain. À partir de 2021, toutes les lignes existantes seront progressivement fermées. Orange a été autorisé à moduler localement ses prix pour pouvoir inciter ses clients à accepter le remplacement des lignes cuivre (qui, à terme, ne seront plus entretenues) par la fibre optique. Les autres opérateurs commencent à installer la fibre dans les zones les plus rentables...

[1] Le taux de participation à l'emploi, comprend les personnes qui travaillent ou cherchent activement un emploi ; il a perdu 5 points en 15 ans, passant de plus de 67% dans les années 2000 à moins de 63% en 2015.

[2] The Banker, 29/06/2016.